

**Section 0. Avis d'appel d'offres**

*Avis d'appel d'offres*

*Nom de l'Autorité contractante : Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant-Lagune (CHU-MEL)*

**Objet : Gardiennage et sécurisation du CHU-MEL par accord-cadre triennal à bons de commande**

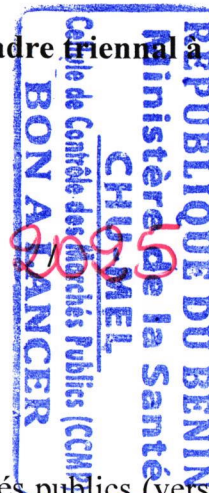
**Référence de l'AAO : S\_CHUMEL\_113966**

**Avis n° : 33 /2025/CHU-MEL/PRMP/SP-PRMP du 11/12/2025**

**Identification de la procédure : Appel d'Offres Ouvert National**

1. Cet avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés publics (version 3) du Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant-Lagune (CHU-MEL) publié sur le portail web des marchés publics le **13 novembre 2025**.
2. Le Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant-Lagune (CHU-MEL) a obtenu dans le cadre de son budget de l'exercice 2025 des fonds du budget autonome, afin de financer les services courants, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif au **gardiennage et sécurisation du CHU-MEL par accord-cadre triennal à bons de commande**.

**Gardiennage et sécurisation du CHU-MEL par accord-cadre triennal à bons de commande**



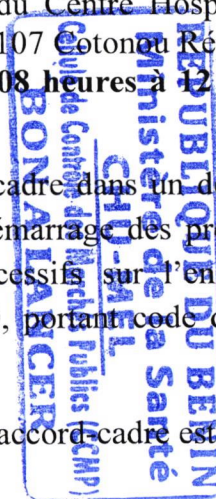
3. Le Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant-Lagune (CHU-MEL) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les services de **gardiennage et sécurisation du CHU-MEL**. L'appel d'offres est en lot unique. Des variantes ne pourront être prises en considération.

4. La participation à cet appel d'offres ouvert telle que définie dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats, remplissant les conditions définies dans le présent dossier d'appel d'offres ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des clauses 61 et 121 de ladite loi.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la « *Personne responsable des marchés publics*, Monsieur **YETIN Emmanuel**; *Email* : **prmpchumel2024@gmail.com** et prendre connaissance des documents d'appel d'offres au Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) du Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant-Lagune (CHU-MEL) **sis au bâtiment F1, bureau F1-13**, 01 BP 107 Cotonou République du Bénin Téléphone : (00229) 01 97 03 21 76/ 01 45 78 62 40, **du lundi au vendredi les matins de 08 heures à 12 heures 30 minutes et les soirs de 14 heures à 17 heures 30 minutes heure locale, GMT+1.**

Ces services sont à effectuer au CHU-MEL sise à Cotonou par accord cadre dans un délai global de trente-six (36) mois non renouvelable à compter de la date inscrite dans l'ordre de service de démarrage des prestations. Les modalités de sa mise en œuvre sont celles relatives à l'émission de bons de commande successifs sur l'ensemble de sa période de couverture, conformément à l'article 41 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020, portant code des marchés publics en République du Bénin.

6. Le délai d'exécution de chaque bon de commande résultant dudit accord-cadre est de douze (12) mois.



7. Les exigences en matière de qualification sont :

	a) Pour les anciennes entreprises	b) Pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois années d'existence
	Le Candidat doit prouver, documentation (original ou copie légalisée) à l'appui qu'il satisfait aux exigences de capacité technique et d'expérience ci-après :	
<b>Capacités techniques et expériences</b>	Être une entreprise exerçant dans le domaine du gardiennage et de la sécurisation justifiée par l'original ou la copie légalisée du registre de commerce ou les statuts	Être une entreprise exerçant dans le domaine du gardiennage et de la sécurisation justifiée par l'original ou la copie légalisée du registre de commerce ou les statuts
	Fournir l'agrément d'exercice de l'activité délivré par le Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique en cours de validité à la date limite de dépôt des offres	Fournir l'agrément d'exercice de l'activité délivré par le Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique en cours de validité à la date limite de dépôt des offres
	Fournir la preuve d'avoir exécuté au cours des trois (03) dernières années (2022, 2023 et 2024) et de l'année en cours, au moins un (01) marché similaire de montant au moins égal à : <b>quatre-vingt-cinq millions huit cent cinq mille quatre-vingt-quatre (85 805 084) francs CFA HT</b> , Justifiés par une <b>attestation de bonne fin d'exécution ou un procès-verbal de réception</b> signés par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin), ou toutes autres personnes morales de droit privé <b>assorti du contrat enregistré</b> (page de garde, page de signature et page	Disposer d'un personnel d'encadrement de niveau BAC ayant au moins dix (10) années d'expériences générales, cinq (05) années d'expériences spécifiques et ayant participé à l'exécution d'au moins deux (02) marchés de prestation de gardiennage et sécurisation de montant au moins égal à : <b>quatre-vingt-cinq millions huit cent cinq mille quatre-vingt-quatre (85 805 084) francs CFA HT chacun</b> . Ces expériences seront justifiées par le Curriculum vitae, les diplômes légalisés et les attestations de travail légalisées du personnel d'encadrement

	portant le montant du marché en copie légalisée)	accompagné des preuves de participation à l'exécution de marchés similaires. Sans ces documents, l'expérience du personnel ne sera pas prise en compte
	Produire un engagement dûment signé par la personne habilitée, à payer au minimum le Smig à chaque agent employé dans le cadre de l'exécution de la prestation conformément à la réglementation en vigueur en la matière	Produire un engagement dûment signé par la personne habilitée, à payer au minimum le Smig à chaque agent employé dans le cadre de l'exécution de la prestation conformément à la réglementation en vigueur en la matière
	Disposer d'un personnel clé composé de trente (30) agents dont un superviseur ou un contrôleur titulaire d'un diplôme de BAC au minimum ayant au moins cinq (05) années d'expériences générales et une (01) année d'expérience spécifique de prestation de gardiennage et sécurisation et de vingt-neuf (29) agents de sécurité qualifiés ayant le niveau CEP au moins et ayant trois (03) années d'expériences générales et une expérience spécifique dans le domaine du gardiennage et de la sécurisation justifiée par le CV les photocopies légalisées des diplômes des attestations de travail et des pièces d'identité. Le nombre d'années d'ancienneté (expérience générale) est compté à partir de la date de prise de service dans une entité de gardiennage et de sécurité.	Disposer d'un personnel clé composé de trente (30) agents dont un superviseur ou un contrôleur titulaire d'un diplôme de BAC au minimum ayant au moins dix (10) années d'expériences générales, cinq (05) années d'expériences spécifiques et ayant participé à l'exécution d'au moins deux (02) marchés similaires et de vingt-neuf (29) agents de sécurité qualifiés ayant le niveau CEP au moins et ayant dix (10) années d'expériences générales, cinq (05) années d'expériences spécifiques puis ayant participé à l'exécution d'au moins deux (02) marchés similaires dans le domaine du gardiennage et de la sécurisation justifiée par le CV les photocopies légalisées des diplômes des attestations de travail et des pièces d'identité accompagné des preuves de participation à

		l'exécution de marchés similaires. Le nombre d'années d'ancienneté (expérience générale) est compté à partir de la date de prise de service dans une entité de gardiennage et de sécurité
	Disposer des matériels, outillages et consommables nécessaires en possession ou en location à savoir : sifflet moderne, lampes torches rechargeables moyens de déplacement pour les superviseurs, bâton tactique, gaz lacrymogène, des tenues et des chaussures rangers, les moyens de communication adéquats justifiés par les factures d'achat, les cartes grises ou preuves de location.	Disposer des matériels, outillages et consommables nécessaires en possession ou en location à savoir : sifflet moderne, lampes torches rechargeables moyens de déplacement pour les superviseurs, bâton tactique, gaz lacrymogène, des tenues et des chaussures rangers, les moyens de communication adéquats justifiés par les factures d'achat, les cartes grises ou preuves de location.
	<b>NB :</b> Le Comité d'Ouverture et d'Evaluation (COE) des offres ou l'organe de contrôle compétent se réserve le droit de vérifier par tous moyens la véracité des preuves de marchés similaires fournies et au besoin de recueillir l'avis de l'ARMP en cas d'acte jugé non authentique, faux ou douteux avant l'élimination du soumissionnaire.	
<b>Capacité financière</b>	Disposer d'avoir liquides sous la forme de fonds propres ou de ligne de crédit à hauteur de <b>six millions trois cent cinquante-cinq mille neuf cent trente-deux (6 355 932) francs CFA</b> Justifiés par l'attestation d'une banque ou une institution financière agréée au Bénin par le Ministère de l'Economie et des Finances ;	Produire dans le respect de la réglementation le bilan d'ouverture portant le cachet de l'entreprise et celles qui n'ont pas encore trois années d'existence les états financiers de leurs années d'existence. Les soumissionnaires étrangers devront fournir les états financiers en conformité avec la législation de leur pays d'origine

<p><b>ou</b></p> <p>Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen des trois (03) dernières années d'exercices (2022, 2023 et 2024) au moins égal à <b>cent quatorze millions quatre cent sept mille (114 407 000) francs CFA</b></p> <p>Justifié par les états financiers (quinze premières pages) des trois dernières années présentées par un comptable employé de l'entreprise, attestés par un membre de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agréés (OECCA) et portant la mention DGI ; la page de certification du membre de l'OECCA du Bénin et celle portant la mention de la DGI, lesdites pièces doivent être en original ou en copie légalisée</p> <p><b>NB : Les exigences concernant le chiffre d'affaires annuel moyen ou l'existence de liquidités ou ligne de crédit ne sont pas cumulatives.</b></p>	<p>Disposer d'avoir liquides sous la forme de fonds propres ou de ligne de crédit à hauteur de : <b>six millions trois cent cinquante-cinq mille neuf cent trente-deux (6 355 932) francs CFA</b></p> <p>Justifiés par l'attestation d'une banque ou une institution financière agréée au Bénin par le Ministère de l'Economie et des Finances</p> <p><b>et</b></p> <p>Fournir une attestation d'assurance de risques professionnels pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence pour un montant de <b>cent vingt-cinq millions huit cent quarante-huit mille (125 848 000) francs CFA</b></p> <p>Justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière en République du Bénin ou ayant un correspondant au Bénin ;</p> <p><b>NB : Les critères ci-dessus sont cumulatifs.</b></p>
--	--

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

8. Le délai de réalisation est de **trois (03) ans** non renouvelables à compter de la date inscrite dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier complet d'appel d'offres à compter du **15/12/2025**

Le dossier d'appel d'offres en version papier ou en version électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au secrétariat permanent de la Personne Responsable des Marchés

Publics (PRMP) sis au bâtiment F1, bureau F1-13, 01 BP 107 Cotonou République du Bénin Téléphone (229) 01 97 03 21 76/ 01 45 78 62 40, du lundi au vendredi les matins de 08 heures à 12 heures 30 minutes et les soirs de 14 heures à 17 heures 30 minutes heure locale, GMT+1. Le dossier d'appel d'offres sera adressé aux candidats à leurs frais par courrier postale ou envoyé par voie électronique, sous réserve des dispositions relatives à la dématérialisation.

Ce retrait est matérialisé par une fiche de décharge établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de régulation des marchés publics.

6. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en deux (02) exemplaires physiques à savoir un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée de l'offre sur clé USB sous le format PDF, le tout dans une enveloppe unique extérieure contenant :

- Une enveloppe portant la mention « **ORIGINAL** » contenant l'original des documents constitutifs de l'offre (**séparément l'offre technique et l'offre financière**) ainsi que la clé USB comportant la version scannée en PDF de l'original de l'offre, de la garantie de soumission et des renseignements relatifs à la candidature) ;
- Une enveloppe portant la mention « **COPIE** » contenant la copie des documents constitutifs de l'offre (**séparément l'offre technique et l'offre financière**) ;
- La garantie de soumission ou la lettre de déclaration de garantie.
- Les renseignements relatifs à la candidature, notamment le formulaire y afférent et ses annexes ;
- Une enveloppe portant la mention « **VARIANTE** », le cas échéant, en application de la clause 13 des instructions aux candidats contenant l'offre variante (l'offre technique et/ou financière séparément) ainsi que la version scannée en PDF sur clé USB.

En outre, l'unique enveloppe extérieure doit :

- être adressée à l'autorité contractante conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres ;
- comporter l'identification de l'appel à concurrence conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres et toutes autres informations prescrites par le dossier d'Appel d'Offre à savoir la référence SIGMAP, l'objet de l'Appelle d'Offres, lot unique
- comporter la mention « ne pas ouvrir avant la date et l'heure fixée pour l'ouverture des plis »

S'agissant des enveloppes intérieures, outre, les mentions ORIGINALE, COPIE ou VARIANTE (le cas échéant), elles doivent porter les mentions ci-après :

- être adressée à l'autorité contractante conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres ;
- comporter l'identification de l'appel à concurrence conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres et toutes autres informations prescrites par le dossier d'Appel d'Offre à savoir la référence SIGMAP, l'objet de l'Appel d'Offres, lot unique
- comporter le nom et l'adresse du soumissionnaire

Ces offres devront être déposées à l'adresse ci-après : secrétariat permanent de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) **sis au bâtiment F1, bureau F1-13**, 01 BP 107 Cotonou République du Bénin Téléphone (229) 01 97 03 21 76 au plus tard le **06/01/2026** à 10 heures 00 minute, **heure locale, GMT+1**. **Le défaut de présentation de l'offre suivant les modalités prévues ci-dessus est éliminatoire.** Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

9. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents à l'adresse ci-après : **Salle de conférence du Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant-Lagune (CHU-MEL)**, le **06 / 01 /2026** à 10 heures 30minutes, **heure locale, GMT+1**.

10. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant **d'un million cent quarante-quatre mille soixante-huit (1 144 068) francs CFA**. En ce qui concerne les micro, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration suivant le modèle prévu dans les formulaires de soumission du dossier d'appel d'offres.

11. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de soumission.

12. Fait à Cotonou, le M 19 / 2025.

La Personne responsable des marchés publics,



Emmanuel YETIN

